

Cédric PELLEN

**Sociologie d'un groupement politique illégitime.
Le mouvement *Samoobrona* (Autodéfense) en Pologne (1991-2010).**

Thèse pour le doctorat en science politique soutenue le 8 décembre 2010 à Sciences Po Bordeaux, obtention de la mention très honorable avec les félicitations du jury.

Membres du jury :

M. Eric AGRİKOLIANSKY, Maître de conférences, Université Paris-IX
M. Eric DARRAS, Professeur des Universités, Institut d'Etudes Politiques de Toulouse (rapporteur)
M. Yves DÉLOYE, Professeur des Universités, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux (président)
M. Georges MINK, Directeur de Recherche, ISP/CNRS, Université Paris-X (rapporteur)
M. Antoine ROGER, Professeur des Universités, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux (directeur de thèse)
M. Frédéric SAWICKI, Professeur des Universités, Université Paris-I

Résumé de la thèse :

L'objet de ma thèse de doctorat est de saisir **les modalités de la genèse, de l'ascension puis de la marginalisation du mouvement *Samoobrona* (Autodéfense) dans les jeux politiques polonais dits « post-communistes »**. Créé en 1992 par un groupement d'exploitants agricoles surendettés et réunissant sous un label commun deux organisations juridiquement distinctes, un syndicat agricole et un parti politique, le mouvement *Samoobrona* se fait connaître au cours des années 1990 par le « radicalisme » de ses membres lors des manifestations paysannes qui secouent alors la Pologne. Il s'impose au début des années 2000 comme un acteur central du champ politique polonais, réunissant alors plus de 10% des voix aux différentes élections et accédant même un temps au gouvernement, avant d'être à nouveau marginalisé depuis les élections parlementaires anticipées de 2007. En rupture avec les lectures en termes de « populisme » qui en sont communément données, je me suis efforcé de **resituer mon étude du mouvement *Samoobrona* dans les cadres ordinaires des sciences sociales du politique**, notamment la sociologie des mobilisations collectives et des partis politiques. En interrogeant les conditions de production de ce groupement politique dans un contexte de redéfinition des règles de la compétition politique, sans présupposer de son exceptionnalité, on se donne en effet les moyens de dénaturer sa trajectoire spectaculaire dans les jeux politiques polonais « post-communistes », ses « succès » comme ses « échecs », pour la penser dans toute sa complexité comme **le produit relativement improbable de processus heurtés et hésitants de définition et de légitimation d'une offre de représentation originale et**

mobilisatrice. Afin de suivre « pas à pas » les pratiques des acteurs qui participent à « donner corps » au mouvement *Samoobrona*, et de rompre définitivement avec l'illusion de la linéarité de sa trajectoire dans les jeux politiques polonais, j'ai fait le choix d'organiser mon récit selon un plan chronologique. J'ai distingué trois « séquences » dans l'histoire du mouvement *Samoobrona* depuis sa création autour desquelles sont construites les différentes parties de ma thèse. Rythmées par les performances électorales du mouvement et par les transformations successives de sa position dans le champ politique, ces différentes séquences se caractérisent par des modalités relativement distinctes d'organisation de son système d'action, de construction de son offre de représentation et de recrutement de son personnel dirigeant.

Dans un premier temps, j'ai cherché à comprendre **comment des acteurs extérieurs aux élites de l'ancien régime et de l'ancienne opposition décident de s'associer pour collaborer à la construction de nouvelles organisations** visant à participer à la compétition pour la définition et la représentation des intérêts sociaux dans les premières années de la III^e République polonaise « démocratique ». Dans cette optique, j'ai montré qu'il convient de prêter une attention particulière à l'évolution des rapports de force au sein du champ de représentation de la paysannerie et du champ politique polonais au début de la décennie 1990. Loin d'être spontanée ou réductible à la seule ambition de ses fondateurs, **la création du ZZR *Samoobrona* (syndicat agricole Autodéfense) en janvier 1992 apparaît en effet comme un sous-produit de la controverse publique sur le surendettement agricole qui se développe à partir de l'été 1991.** Suite aux élections législatives d'octobre, l'abandon progressif de cette thématique par les différents acteurs l'ayant précédemment investie a constitué une opportunité pour un groupement d'agriculteurs endettés étant entré en contact dans la dynamique de la controverse. Ayant formalisé leur regroupement sous la forme d'un syndicat agricole, alors relativement peu coûteuse d'accès, ces derniers ont ensuite su bénéficier de la fluidification tendancielle de la conjoncture politique au début de la I^e législature pour se faire reconnaître par les pouvoirs publics, aux côtés des responsables des syndicats agricoles « historiques », comme des représentants légitimes des intérêts des agriculteurs. De même, j'ai montré que **l'objectivation par les fondateurs du ZZR *Samoobrona* d'ambitions à participer à la lutte pour les postes du pouvoir politique,** qui prend notamment la forme de leur participation à la création d'un nouveau parti politique, le *Przymierze Samoobrona* (Alliance Autodéfense) en juin 1992, **ne peut se comprendre indépendamment du contexte particulier dans lequel celle-ci prend place.** L'imposition d'une définition de la situation en termes de crise politique suite au renversement du gouvernement Olszewski par la Diète influe en effet fortement sur leur décision de requalifier, partiellement du moins, leurs activités dans un sens expressément politique. J'ai également montré que **cette « entrée en politique » de responsables syndicaux gagne à être appréhendée en termes d'apprentissage.** En s'investissant dans la compétition politique, ils se contraignent en effet à mettre en œuvre de nouvelles pratiques de représentation et à se conformer aux principales règles juridiques et normatives régissant la lutte pour les postes de pouvoir politique. Dans un contexte de précision et de durcissement tendanciel des règles du jeu politique, **cet apprentissage apparaît particulièrement hésitant et contraint.** Si, bénéficiant de la relative labilité des frontières entre champ syndical et champ politique, les représentants du mouvement *Samoobrona* parviennent à acquérir une certaine notoriété en mettant en œuvre des actions

protestataires spectaculaires lors de la vague de manifestations qui se développe au tournant des années 1992 et 1993, **leur déficit en ressources traditionnellement valorisées dans la compétition politique affecte leur capacité à faire reconnaître leur représentativité** et, au final, les empêche d'accéder au champ de la politique institutionnelle. Cet échec s'avère coûteux. Peinant à routiniser le fonctionnement de leurs organisations dans un contexte de démobilitation des manifestations protestataires, d'amélioration de la situation économique des campagnes et de bipolarisation de la compétition politique autour d'un axe opposant les anciens du mouvement Solidarité aux héritiers des forces de l'ancien régime communiste, ils sont progressivement relégués à des positions marginales au sein du champ politique mais aussi du champ du syndicalisme agricole. En témoigne la « déroute » électorale connue lors des élections parlementaires de 1997 par les listes du *Przymierze Samoobrona* qui réunissent alors à peine 10 000 électeurs au niveau national, soit moins de 0,08% du total des voix exprimées.

Dans un second temps, afin de **saisir les modalités par lesquelles des acteurs marginaux parviennent à pallier leur manque initial de ressources pour faire reconnaître leur représentativité** dans l'arène des mobilisations protestataires puis dans l'arène électorale, j'ai montré qu'il convient de prêter une attention particulière aux **luttres de définition de la situation qui travaillent la configuration politique**. En effet, la capacité improbable dont font preuve les responsables du ZZR *Samoobrona*, et notamment son président Andrzej Lepper, à dépasser leur marginalité pour se faire reconnaître comme les principaux porte-parole des « paysans en colère » dans la dynamique de la vague de grèves paysannes de la fin des années 1990 tient autant à leurs pratiques effectives qu'aux interprétations qui en sont donné par les autres protagonistes du champ politique, qu'ils soient eux-mêmes acteurs ou commentateurs. Si elle s'accompagne de leur stigmatisation, de leur étiquetage systématique en tant qu'acteurs « radicaux », **cette reconnaissance leur permet d'accumuler des ressources nouvelles**, organisationnelles notamment, et d'imposer le ZZR *Samoobrona* comme un groupement avec lequel il faut compter dans le champ de représentation de la paysannerie mais aussi, plus largement, dans le champ politique central. Néanmoins, j'ai également montré que **la reconversion de ces ressources accumulées dans l'arène des mobilisations protestataires dans la compétition électorale n'avait rien d'une évidence**. Loin d'être réductible à une hypothétique poussée protestataire des citoyens polonais, le relatif succès électorale du mouvement *Samoobrona* à l'occasion des élections de 2001 apparaît en effet comme le **résultat relativement improbable d'un processus hésitant et erratique de formalisation et de légitimation d'une offre de représentation originale élargie au-delà de la seule paysannerie et conforme aux principales règles régissant la compétition électorale**. Cette conformation passe notamment par la réactivation de la branche partisane du mouvement *Samoobrona*, qui est rebaptisée *Samoobrona RP* (Autodéfense de la République de Pologne) et dont les structures sont, contrairement au début des années 1990, parfaitement calquées sur celles du syndicat agricole. Par ailleurs, **la capacité inattendue dont font preuve les responsables du mouvement lors des élections législatives de 2001 à faire reconnaître leur représentativité et à mobiliser en leur faveur des soutiens en nombre suffisant pour accéder à des positions de pouvoir politique doit se comprendre à l'aune des transformations de la configuration politique à la fin de la IIIe législature (1997-2001)**. Se traduisant notamment par une recomposition relative de l'espace partisan et une systématisation parmi les protagonistes de la compétition électorale du recours à la

thématique du besoin de renouvellement des pratiques politiques, celles-ci offrent la possibilité aux candidats figurant sur les listes *Samoobrona* RP, pour la plupart d'origine syndicale, de légitimer leur représentativité au nom même de leur absence d'expérience parlementaire antérieure.

Enfin, dans un troisième temps, j'ai montré que **pour mettre à jour les processus qui conditionnent la trajectoire ambivalente du mouvement *Samoobrona* depuis 2001**, de son « ascension » jusqu'au gouvernement à son « éviction » brutale du champ de la politique institutionnelle en 2007, **il convient de se pencher sur les mutations connues par son système d'action suite à l'entrée de ses représentants au Parlement et de les resituer dans le cadre des interactions qui façonnent les états successifs de la configuration politique**. Une nouvelle fois, les processus qui conditionnent la profonde transformation de l'offre de représentation du mouvement *Samoobrona* au cours de la IV^e législature apparaissent particulièrement erratiques et hésitants. **La conformation progressive du groupement aux principales règles du jeu de la politique institutionnelle** initiée à partir de 2003 par ses dirigeants, qui prend notamment la forme d'une promotion d'individualités extérieures au syndicat dotées de propriétés perçues comme légitimes et d'une réorientation de leurs activités dans le sens d'un renoncement aux pratiques protestataires, **est le produit relativement improbable de l'apprentissage du rôle d'élus qui leur incombe désormais**. Si, suite aux élections législatives de 2005, dans un contexte de conflictualisation des rapports entre les deux principales formations parlementaires le PiS et la PO, revendiquant pourtant toutes deux leur filiation avec le mouvement Solidarité, cette conformation participe à la reconnaissance des représentants du mouvement *Samoobrona* comme des partenaires incontournables pour la formation d'un gouvernement majoritaire, elle ne leur permet cependant pas d'atténuer les procès en illégitimité dont ils sont l'objet et, surtout, **a pour conséquence un délitement poussé des structures du *Samoobrona* RP et du ZZR *Samoobrona***. Ce dernier affecte dramatiquement la capacité de mobilisation électorale du mouvement lors des élections anticipées d'octobre 2007 consécutives au limogeage d'Andrzej Lepper du gouvernement et à la rupture de la coalition en juillet. Dans un contexte de bipolarisation croissante de la compétition électorale autour de l'opposition entre le PiS et la PO, les candidats du mouvement *Samoobrona* ne parviennent guère à faire reconnaître leur représentativité et la légitimité de l'offre politique du mouvement. Incapables d'entretenir le crédit politique nécessaire à une implantation durable dans le champ de la politique institutionnelle et privés de toute base de repli en cas de disette électorale, les responsables du mouvement *Samoobrona*, désormais principalement Andrzej Lepper et une poignée de fidèles, apparaissent à nouveau aujourd'hui comme des acteurs de second rang au sein du champ politique et du champ du syndicalisme agricole.

Au final, **l'étude du mouvement *Samoobrona* menée dans le cadre de ma thèse plaide pour une « normalisation » de l'analyse des groupements fondant leur notoriété sur une remise en cause, partielle du moins, des règles dominantes de la compétition politique**. Alors que les explications en termes de « populisme » qui sont communément données de la trajectoire spectaculaire du mouvement *Samoobrona* dans les jeux politiques polonais post-communistes laissent dans l'ombre les multiples processus concrets qui la conditionnent, j'ai en effet montré l'intérêt heuristique de resituer dans les cadres d'analyse « ordinaires » des sciences

sociales du politique l'étude de groupements dont la participation à la compétition politique apparaît a priori « illégitime ». Loin d'être une essence, **l'illégitimité ou la légitimité d'un acteur est une potentialité produite dans le cadre des luttes politiques**. Dès lors, comprendre les procès en illégitimité dressés à un acteur politique par d'autres acteurs, qui prennent notamment la forme de labellisations stigmatisantes telles que celle de « populiste », implique de prendre en compte à la fois les pratiques effectives de ses membres et les spécificités des configurations successives dans lesquelles elles s'inscrivent. Les variations des règles juridiques et normatives régissant la compétition politique, les transformations des rapports de force en son sein ainsi que les potentielles redéfinitions des pratiques et des offres de représentation des acteurs initialement perçus comme illégitimes peuvent avoir pour conséquence une réévaluation de la manière dont ils sont considérés par les autres acteurs. Sans nier les spécificités du terrain polonais, **rien n'interdit de penser que mon étude du mouvement *Samoobrona* livre des enseignements pertinents pour appréhender d'autres cas, sur des terrains différents**. Si l'analyse des phénomènes sociaux et politiques à l'œuvre dans les anciennes Républiques Populaires d'Europe centrale et orientale gagne à être appuyée sur les schémas explicatifs « ordinaires » des sciences sociales du politique, elle peut en retour enrichir ces derniers : en permettant d'observer des processus de définition de la compétition politique « en train de se faire », elle met en lumière des facteurs de structuration dont on peut supposer, sous réserve d'inventaire, qu'ils sont à l'œuvre de manière moins manifeste - mais non moins significative - dans d'autres contextes.